

# **Comment le chiisme politique transnational opère-t-il au Moyen-Orient ?**

Hassan Diab El Harake<sup>1</sup>

La naissance de la République islamique d'Iran en 1979, qui instaure le chiisme comme religion d'État, est incontestablement l'acte fondateur du chiisme politique transnational. Cette alliance des forces politico-militaires afghanes, irakiennes, et libanaises, guidée par l'Iran, s'impose comme un acteur incontournable dans la cartographie géopolitique au Moyen-Orient.

### **Un itinéraire exponentiel**

La fondation de la première République islamique en Iran, créée par un *faqih* chiite (en l'occurrence Khomeiny), génère une dynamique identitaire chiite transnationale. Quelques mois après l'arrivée de Khomeiny, les hostilités entre l'Iran et l'Irak commencent, et donnent lieu à une longue guerre entre les deux pays (1980-1988). Des cadres chiites irakiens opposés au régime de Saddam Hussein, entre autres des cadres du parti politique *al-Dawa'*, s'exilent en Iran où voit le jour l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak et sa branche armée la brigade de Bader en 1982. La force d'attraction chiite qu'exerce l'Iran inquiète les monarchies sunnites du Golfe, qui entretiennent un rapport compliqué avec leurs citoyens notamment ceux de confession chiite. Ces monarchies accusent l'Iran de vouloir exporter la révolution islamique dans la région, et soutiennent l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. Aussitôt, les monarchies du Golfe vont faire face à de multiples mouvements chiites militaires et/ou politiques<sup>2</sup>. L'Arabie saoudite, le Koweït et Bahreïn seront confrontés à des revendications politiques et parfois à des attaques armées attribuées aux groupuscules liés à l'Iran, notamment le Hezbollah du Hedjaz en Arabie saoudite. Les alliances politiques de la République islamique d'Iran ne s'arrêtent pas aux frontières confessionnelles. L'Iran noue des relations étroites avec la Syrie de Hafez Assad. Bien que ce dernier soit issu d'une branche du chiisme, les alaouites, il gouverne néanmoins le pays au nom d'un nationalisme arabe laïque. Désormais, l'Iran bénéficie d'un accès à la Méditerranée via la Syrie. C'est au Liban, pays dévasté par la guerre civile et l'occupation israélienne, que l'Iran appuie la naissance du Hezbollah (libanais) en 1982. Ce parti a été créé avec la bénédiction et le soutien du Guide suprême de l'époque, Khomeiny<sup>3</sup>. Cette situation permet à l'Iran d'exercer son influence du Pakistan jusqu'à la Méditerranée. Au lendemain de l'achèvement de la guerre irano-irakienne en 1989, les relations entre la République islamique d'Iran et la Syrie se consolident et le Hezbollah libanais, allié indéfectible de l'Iran, s'impose de plus en plus sur la scène libanaise comme pilier de la vie politique au Liban. Le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003 par l'administration américaine de George W. Bush offre une occasion à l'Iran de jouer un rôle très important en Irak. Les deux

pays qui partagent une longue frontière entretiennent des relations historiques préislamiques. L'arrivée de l'islam et l'embrassement des Irakiens d'abord, et des Iraniens ensuite, pour le chiisme consolident ces rapports. Au cœur de multiples enjeux politico-économiques, l'Irak est le bastion historique du chiisme qui abrite les plus grandes villes saintes chiites et également les plus importantes écoles religieuses chiïtes. Après la Syrie et le Liban, l'Irak devient un pays dans lequel l'Iran a une forte influence. C'est sur cette toile de fond que nous pouvons comprendre l'expression très significative de « l'arc chiite », lancée en décembre 2004 par le roi de Jordanie, Abdallah II. La complexité de la situation politique de l'Irak post-Saddam Hussein va permettre à l'Iran de s'imposer comme acteur incontournable dans ce pays. L'administration américaine de Gorge W.Bush impose un nouveau système politique fédéral et démocratique qui se révèle défaillant. Le clientélisme et le communautarisme seront les mots-clés du nouveau système politique, et aboutissent à l'exclusion voulue et/ou subie des Irakiens arabes sunnites. Non seulement la reconstruction de l'Irak ne démarre pas, mais le pays devient le triste théâtre des confrontations entre d'un côté les jihadistes militaires sunnites et de l'autre côté les forces américaines et les chiïtes irakiens perçus comme leurs alliés. Le nombre de civils chiïtes tués dans des attentats-suicides s'accroît et les mausolées chiïtes ne sont pas épargnés. C'est ainsi que les groupes militaires irakiens chiïtes comme *Asaïb Ahl al-Haq*, littéralement « la Ligue des justes », l'organisation Badr et le Hezbollah irakien, appuyés par l'Iran, opèrent militairement en Irak contre les jihadistes.

#### **Des Etats sans frontières**

Vers la fin de l'année 2010, le Moyen-Orient assiste à des vagues de contestations populaires. Baptisées printemps arabe, ces vagues déstabilisent, parfois jusqu'à la chute, plusieurs régimes arabes. Cette situation constitue une épreuve pour le chiisme politique transnational qui adopte une position à géométrie variable. Il apporte son soutien sans ambiguïté aux contestations populaires dans des pays avec qui il n'entretient pas de bons rapports (L'Arabie saoudite, Bahreïn, la Tunisie...). Cependant, en Syrie, pays allié de longue date, le chiisme politique transnational opte pour un discours plus nuancé, avant de durcir le ton en faveur de son allié. Parallèlement, le régime syrien est de plus en plus fragilisé du fait de confrontations militaires généralisées. Aussi, la Syrie se transforme en terre de jihad militaire et attire des salafistes takfiristes qui viennent lutter contre le régime « *hérétique et impie* » du président syrien. L'Iran, qui entretient une collaboration très avancée avec la Syrie sur différents dossiers très sensibles tels que le Liban, l'Irak et la Palestine, ne peut pas perdre un tel allié. Le Hezbollah libanais ne peut pas non plus perdre son partenariat avec la

Syrie, pays frontalier du Liban, plateforme où transitent les aides iraniennes. De ce fait des groupes militaires irakiens et afghans chiites proches de l'Iran (*Asaib Ahl al-Haq* l'organisation Badr et la Brigade des Fatimides) interviennent militairement à Damas vers fin 2012-début 2013. Le Hezbollah libanais s'y engage aussi. Téhéran, quant à elle, supervise les opérations militaires. La cartographie des crises géopolitique au Moyen-Orient va connaître un énième changement qui constitue une nouvelle épreuve pour les principaux protagonistes, notamment le chiisme politique transnational. L'apparition de l'«État» islamique en Irak et au Levant (Daech) provoque un séisme géopolitique. La prise de Mossoul le 13 juin 2014, par Daech avec l'aide des tribus irakiennes arabes sunnites lui permet d'être à la tête d'un «État» à cheval entre la Syrie et l'Irak. Les frontières sont désormais complètement obsolètes. La haute autorité religieuse chiite en Irak Ali Al-Sistani demande aux Irakiens aptes à prendre les armes de se mobiliser et d'aller lutter contre Daech. Ainsi se forment des groupes militaires connus sous le nom d'Unités de Mobilisation Populaire. Le chiisme politique transnational entre en action et commence sa guerre contre Daech en Irak. L'Iran envoie ses conseillers militaires auprès d'Unités de Mobilisation Populaire. Le Hezbollah libanais est aussi présent en Irak et contribue dans les limites de ses moyens à la guerre contre Daech. La situation en Irak nécessite un redéploiement des groupes militaires irakiens engagés en Syrie, ces groupes entament un retrait, entier ou partiel, pour appuyer les Unités de Mobilisation Populaire. Le chiisme politique transnational se trouve donc impliqué dans une guerre qui se déroule à la fois en Irak et en Syrie. L'intervention militaire de la Russie en Syrie à partir du 30 septembre 2015 crée un tournant dans la guerre civile syrienne, et joue en faveur du régime syrien et ses alliés. Les régions contrôlées par Daech et les autres groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda comme *al-Nosra* se réduisent de plus en plus. L'«État » de Daech finit par disparaître en Syrie et en Irak et le front d'*al-Nosra* se voit obligé d'opérer un changement de nom (désormais il est connu sous le nom de Front Fatah al-Sham) pour se réhabiliter afin de pouvoir continuer à jouer un rôle dans la scène syrienne.

#### **Et aujourd'hui...**

Pour l'essentiel, le chiisme politique transnational opère militairement au Moyen-Orient. Bien que cet interventionnisme militaire assure aux forces chiites une position de premier rang dans l'échiquier politique au Moyen-Orient, il les fragilise néanmoins, car il ravive les querelles sunnites/chiites. D'autant plus que l'expansion du chiisme politique transnational est utilisée comme prétexte par les monarchies arabes pétrolières du Golfe, pour

faire barrage aux revendications populaires aspirant aux changements politiques dans ces pays.

L'évolution de la cartographie des crises géopolitiques qui ravagent le Moyen-Orient constitue un élément essentiel dans l'expansion du chiisme politique transnational. La République islamique d'Iran, qui forme la première pierre angulaire du chiisme politique transnational, fait face depuis sa naissance à de multiples crises économiques, sociales et politiques, qui mettent parfois en danger son existence. L'âge du Guide suprême de la révolution islamique, Khamenei (82 ans), et son état de santé éveillent des incertitudes sur sa succession. Le poste de Khamenei constitue la quiddité de l'entreprise théologico-politique iranienne, la question de sa succession est donc d'ordre existentiel pour le régime iranien et, par voie de conséquence, pour le chiisme politique transnational<sup>4</sup>. Quant aux forces alliées chiites, notamment les forces irakiennes et le Hezbollah libanais, elles sont également confrontées à diverses difficultés. Depuis le renversement du régime de Saddam Hussein en 2003, l'insécurité règne en Irak, le taux de pauvreté bat des records et les rivalités tribales, ethniques, régionales et confessionnelles sont omniprésentes. Le pays est devenu un champ de guerre par procuration entre les antagonistes régionaux et internationaux (les pays du Golfe, la Turquie, l'Iran, les États-Unis d'Amérique...). La politique irakienne de l'Iran est perçue par diverses forces politiques irakiennes comme un rempart contre l'unité du pays. Dans ce sens, plusieurs forces irakiennes chiites essaient de se distinguer de l'influence iranienne. Ainsi, en 2007, l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak change de nom pour devenir l'Assemblée suprême islamique irakienne, et met aussi l'accent sur l'importance de l'autorité religieuse d'Ali Al-Sistani, domicilié à Najaf en Irak. Les récents mouvements populaires contestataires (la révolution de Tichreen 2019), qui se déroulent en très grande partie dans des régions chiites, mettent en exergue l'échec des protagonistes irakiens toutes confessions confondues. Les forces irakiennes chiites pro-Iran, notamment le Hezbollah irakien, peinent à montrer la légitimité de leur lien doctrinal au Guide suprême en Iran, ce qui limite leur impact notamment dans le champ politique sans toutefois l'anéantir<sup>5</sup>. La situation au Liban présente des similitudes avec la situation irakienne. Le pays doit faire face à des problèmes politiques, économiques et sociaux majeurs. L'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafiq al-Hariri le 14 février 2005, à Beyrouth, provoque un séisme politique au Liban. Aussi, la seconde pierre angulaire du chiisme politique transnational qu'est le Hezbollah libanais participe depuis 2005, et pour la première fois depuis sa naissance, aux différents gouvernements libanais. Le bilan de sa participation ne semble pas jouer en sa faveur. Les

échecs des différents gouvernements libanais à réduire les problèmes économiques du pays depuis 2005 mettent en difficulté le Hezbollah vis-à-vis de sa communauté. Si le Hezbollah reste la pièce maîtresse de la vie politique libanaise, néanmoins, les multiples crises violentes qui frappent le Liban, et la grogne sociale transconfessionnelle qui monte, impactent sérieusement les différents acteurs libanais dont le Hezbollah.

---

<sup>1</sup> Docteur qualifié aux fonctions de Maître de Conférences. Chercheur associé à l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (UCAM) au Canada ainsi qu'au Centre d'Études en Civilisation, Langues et Lettres Étrangères (CECILLE) à Lille.

<sup>2</sup> Laurence Louër, *Chiisme et politique au Moyen-Orient*, Édition Autrement, Paris, 2008, pp.31-49.

<sup>3</sup> Delphine Minoui, « les révélations d'un cofondateur iranien du Hezbollah » dans, *Le Hezbollah état des lieux*, sous la direction de Sabrina Mervin, Sindibad, Paris, 2008. p. 90.

<sup>4</sup> Pour aller plus loin concernant la place du Guide suprême, voir, Hassan Diab El Harake, *Les fondements religieux de la République islamique d'Iran*, L'Harmattan, Paris, 2012.

<sup>5</sup> À l'instar de Hezbollah libanais, le Hezbollah irakien reconnaît Ali Khamenei le Guide suprême de la République islamique d'Iran comme haute autorité politico-religieuse.